



Ceux qui veulent véritablement la libération de l'Afrique subsaharienne ont une seule arme politique : permettre à nos peuples d' élire librement leurs dirigeants.

D' où la nécessité absolue des conditions d' organisation d' élections transparentes.

Seule l'organisation d' élections transparentes libérera l' Afrique .

C' est quand le peuple choisit lui - même, en toute transparence, celui qui le dirige, qu' il devient maître de son destin.

Lorsqu' un dirigeant n' est pas élu par son peuple, il a besoin des appuis des puissances extérieures.

Prenez l'exemple du Cameroun, du Gabon, du Congo, de la Côte d' ivoire... Ces présidents francophones , après l' organisation des élections présidentielles controversées, attendent souvent comme la manne qui vient du ciel, la fameuse lettre de félicitations du président français, signe de leur adoubement.

C' est aussi le cas des putschistes, pour n' avoir pas été désignés par leur peuple, vont rechercher le soutien de ces mêmes puissances étrangères .Les juntes militaires du Mali, du

Burkina Faso, du Niger recourent à la Russie, ou du Tchad à la France.

Or en recherchant ces soutiens des puissances pour leur pouvoir, c' est la liberté du peuple qui est compromise, les présidents de la République, n' ayant dès lors que de comptes à rendre aux puissances qui leur permettent de se maintenir au pouvoir.

C' est pourquoi , les vrais panafricanistes camerounais exigent l'adoption d' un code électoral consensuel qui permettra au peuple camerounais d' être le seul designateur, maître et patron du président de la République.

Avec le code électoral consensuel, le peuple camerounais deviendra souverain.

Vous comprenez donc pourquoi, cette lutte pour l' organisation d' élections transparentes en Afrique , et d' adoption d' un code électoral consensuel au Cameroun, deviennent dès lors les véritables moyens de lutte contre les impérialistes qui n' aimeraient pas voir nos peuples devenir les seuls maîtres des dirigeants africains, lesquels à leur tour ,bien conscients qu' ils ne doivent leur maintien au pouvoir que par la seule volonté de leur peuple, ne travailleront désormais que pour celui- ci, et non plus pour les intérêts des puissances qui leur ont souvent permis d' être au pouvoir.

Par Christian Ntimbane Bomo

Société Civile des RECONCILIATEURS

Candidat déclaré à l'élection présidentielle.

---